SENSOA
Sensoa v.z.w. / www.sensoa.be / info@sensoa.be
President Building / Vijfde verdieping / F. Rooseveltplaats 12 bus 7
2060 Antwerpen / T 03 238 68 68

Note de discussion : Date : novembre 2016

Les répercussions des élections américaines sur les droits sexuels dans le monde

Analyse : les répercussions possibles des élections américaines sur l'accès aux droits sexuels et reproductifs (DSR) et aux droits des femmes partout dans le monde.

L'entrée en fonction de la nouvelle administration américaine en janvier 2017 aura très probablement des répercussions au cours des prochaines années sur l'accès à la santé et aux droits sexuels et reproductifs et aux droits des femmes partout dans le monde. Dans ce qui suit, nous vous présentons brièvement quelques-uns des scénarios possibles. Ces scénarios s'appuient sur

1) Nos expériences de la politique menée par les précédents présidents américains républicains Bush junior, Bush père et Reagan ;

2) Les prises de position publiques et la politique menée par certaines personnalités influentes qui feront partie de la nouvelle administration américaine ; et

3) Les analyses faites par les médias internationaux qui ont suivi les élections présidentielles américaines.

Les É.-U. et la santé sexuelle

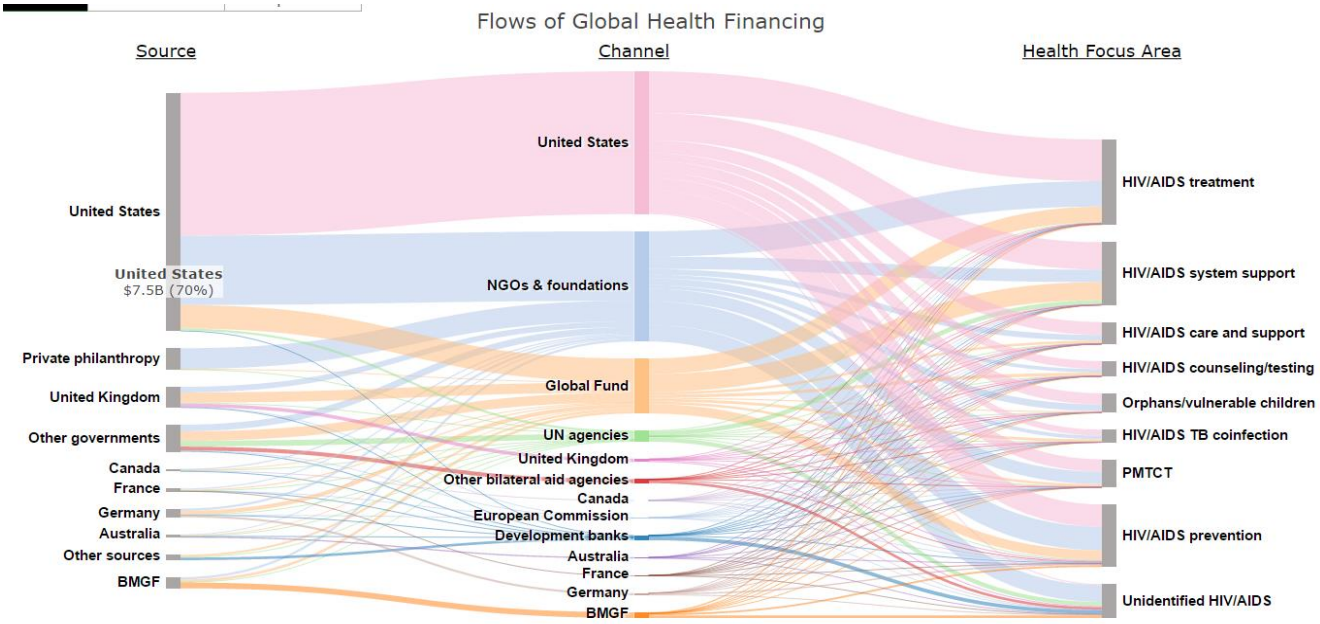
Comme le montre l'illustration ci-dessous, les États-Unis d'Amérique (É.-U.) sont le plus grand donateur d'aide au développement au niveau mondial et le principal donateur des programmes de planification familiale et de lutte contre le VIH en particulier.

On estime qu'en 2015, les É.-U. ont dépensé 610 millions $ en aide bilatérale pour la santé reproductive.[1] En 2016, les É.-U. ont consacré près de 6,8 milliards de dollars à la lutte contre le VIH au niveau mondial.[2]

D'après le *Guttmacher Institute*, un centre de recherche spécialisé sur les questions relatives à la reproduction, c'est à l'aide au développement américaine que l'on devrait l'accès à la contraception offert à 28 millions de femmes et de couples, ainsi que la prévention de 1,9 million d'avortements à risque, de 12 000 décès maternels et de 6 millions de grossesses non planifiées.[3]

[1] https://www.theguardian.com/global-development/2016/nov/12/us-aid-women-sexual-health-worldwide-could-be-cut-drastically-under-trump
[2] http://kff.org/global-health-policy/fact-sheet/u-s-federal-funding-for-hivaids-trends-over-time/#footnote-190024-2
[3] https://www.guttmacher.org/article/2015/04/just-numbers-impact-us-international-family-planning-assistance

Le financement de la santé internationale



Une administration conservative

Après avoir été élu en tant que nouveau président américain, dans sa première entrevue télévisée, Donald Trump s'est dit pro-vie (donc contre l'avortement).[4] Pour ce qui est de sa position concernant d'autres thèmes liés à la santé et aux droits sexuels et reproductifs (SDSR), elle est pour l'instant moins claire. Plusieurs de ses collaborateurs et personnalités importantes dans son équipe de transition sont résolument contre l'avortement, contre l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle et contre l'égalité des chances des holebis et des transgenres.

C'est ainsi que son vice-président, Mike Pence, est un pilier du Tea Party, le mouvement conservateur américain. Il a fait plusieurs déclarations et voté des lois dont il ressort qu'il est opposé à l'accès aux services de santé sexuelle, y compris l'accès à l'avortement, à l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle et à l'égalité des chances des minorités sexuelles.

À titre d'exemple :[5]

- Mike Pence a appuyé la mesure de l'ancien président américain, Bush Jr., de sorte que 33% de l'aide au développement américaine consacrée à la prévention du VIH est allée à des programmes axés sur l'abstinence ;
- En tant que gouverneur de l'Indiana, il a mis fin au financement octroyé à l'organisation de santé sexuelle Planned Parenthood, de sorte que l'accès au dépistage du VIH dans le district Scott County est devenu plus difficile pendant deux ans ;
- En tant que gouverneur de l'Indiana, il a ratifié le 26 mars 2015 l'"*Indiana Senate Bill 101"*, aussi connue comme l'"Indiana Religious Freedom Restoration Act", la loi pour la restauration de la liberté religieuse. Cette loi a été considérée par des opposants comme une loi qui permettrait la discrimination des personnes LGBT ;

[4] http://www.cbsnews.com/news/trump-promises-pro-life-justices-supreme-court-same-sex-marriage/
[5] https://www.theguardian.com/us-news/2016/oct/04/mike-pence-led-anti-lgbt-backlash-trump

- En tant que gouverneur de l'Indiana, il a ratifié plusieurs lois qui vont restreindre davantage encore les conditions d'accès à un avortement sûr dans l'état.

Isolationnisme ou multilatéralisme ?

"L'Amérique d'abord", la doctrine défendue par la nouvelle administration laisse présager que la coopération au développement ne figurera pas parmi les priorités à l'ordre du jour de la nouvelle administration. L'USAID, l'Agence américaine pour le développement international, qui est un acteur majeur dans le domaine de la santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR), pourrait être réduite ou carrément absorbée par le Ministère des affaires étrangères.

L'administration Obama avait joué au sein des Nations Unies un rôle moteur dans la promotion de la santé et des droits sexuels et reproductifs, des droits des femmes ainsi que dans la lutte contre le VIH, par ex. au sein de la Commission de la condition de la femme, au sein de la Commission de la population et du développement, au sein des organes directeurs de l'Organisation mondiale de la Santé, de l'ONUSIDA, de l'UNFPA et d'autres organisations internationales, de même que lors de conférences des Nations Unies.

En plus de cela, les É.-U. avaient fait preuve d'un solide leadership dans la gestion des crises sanitaires transnationales, comme la propagation du virus Ébola et du virus Zika. Or, la lutte contre le virus Zika est étroitement liée à un accès déficient à la santé et aux droits sexuels et reproductifs.

Reste à voir si, au sein des organes directeurs des organisations internationales et au sein des Nations Unies, l'administration Trump va s'opposer aux SDSR, plutôt jouer un rôle passif ou tout simplement "se retirer". Il n'est pas exclu que les É.-U. développent une stratégie diplomatique proactive et agressive à l'égard de la santé et des droits sexuels et reproductifs et des droits des femmes, par exemple en sapant les engagements et la parole au sein des Nations Unies.

Les É.-U. pourraient soutenir des initiatives *anti-choix* dans les pays en voie de développement qui mettraient en péril les réalisations des dix dernières années. En Europe, les réseaux *anti-choix* existants pourraient gagner en force et en influence en récupérant à leur avantage l'évolution de la situation aux É.-U.

Moins de moyens accordés aux SDSR

L'administration Trump pourrait revenir à la politique des administrations républicaines précédentes sous Bush junior, Bush père et Reagan. La "Global Gag Rule" (Règle du bâillon mondial ou GGR), aussi connue sous le nom de "Politique de Mexico City" (1984) pourrait être remise en vigueur : la GGR interdit que des fonds américains puissent profiter à des organisations qui sont impliquées dans des activités en lien avec l'avortement, même si celles-ci sont parrainées par d'autres donateurs. Ces activités impliquent aussi l'information au sujet de l'avortement, et donc pas uniquement le fait d'offrir des services d'avortement.[6] Dans certains pays, cette politique a eu des "retombées" : les organisations qui se consacraient à d'autres thèmes de la santé et des droits sexuels et reproductifs, par ex. la lutte contre le mariage des enfants ou la santé reproductive, ont aussi été affectées. Sur le terrain, on a vu plusieurs partenaires au développement ne plus vouloir collaborer avec des organisations œuvrant dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive, de peur de perdre l'aide américaine.

Concrètement, on s'attend à ce que l'International Planned Parenthood Federation (IPPF), la plus importante ONG dans le domaine de la santé et des droits sexuels et reproductifs dans le monde, ainsi que l'UNFPA, le Fonds des Nations Unies pour la population, ne reçoivent plus aucune aide de la nouvelle administration.

[6] http://pai.org/30-years-of-the-global-gag-rule/; http://kff.org/global-health-policy/fact-sheet/the-u-s-government-and-international-family-planning-and-reproductive-health/

On ignore encore si l'administration Trump investira autant de moyens dans le PEPFAR (President's Emergency Plan For Aids Relief), le plus important programme de lutte contre le sida au monde et de quelle manière ces moyens seront utilisés.[7] Sous l'administration Bush, des millions de dollars avaient été dépensés à des programmes inefficaces de "*abstinence-only*", axés sur l'abstinence. Selon une étude réalisée en 2015, le 1,3 milliard de dollars que le gouvernement américain avait consacré à la promotion de programmes de développement "*abstinence-only*", basés exclusivement sur la promotion de l'abstinence sexuelle, n'ont eu aucun impact significatif.[8] La principale conclusion de cette étude est à vrai dire bien en dessous de la vérité : dans plusieurs pays, des millions de dollars sont allés à des organisations d'inspiration religieuse ultraconservatrices dont les programmes ont nui à la lutte contre le VIH.

Il y a des chances que l'USAID se désengagera d'initiatives en lien avec le VIH, les SDSR et les droits des femmes, comme par exemple 'Family Planning 2020', le 'Ouagadougou Partnership for family planning', le 'Partnership for Maternal, Newborn and Child Health' et le 'Robert Carr Civil Society Network Fund'.

Conséquences pour les relations extérieures belges

La Belgique, qui sur les forums internationaux est un défenseur de la santé et des droits sexuels et reproductifs et des droits des femmes, devra tenir compte, en Europe comme dans le monde, d'un climat international qui est moins favorable. Au sein de l'Union européenne, des pays comme la Pologne, Malte et la Hongrie, qui sont des pays avec un programme résolument *anti-choix* / anti-SDSR, vont possiblement adopter une position plus affirmée et se sentir soutenus par l'actualité internationale.

Au sein des Nations Unies, les pays progressistes d'Europe, d'Amérique latine et d'ailleurs ne pourront plus compter sur le soutien américain en faveur d'un langage ferme et d'engagements en ce qui concerne les SDSR et les droits des femmes. Au sein des organes directeurs des différentes organisations internationales, dont la Belgique comme les É.-U. sont membres (par ex. l'ONUSIDA, l'OMS, le Fonds mondial, l'UNFPA, …), les É.-U. apporteront de nouveaux accents, possiblement *anti-choix*.

Dans les pays partenaires des organisations de développement belges, les acteurs belges du développement pourront être confrontés à une plus grande réticence à l'égard des SDSR et des droits des femmes.

Du fait d'un engagement moins important des É.-U. dans le domaine de la coopération au développement et des SDSR en particulier, le déficit de financement en faveur des SDSR et des droits des femmes va probablement augmenter au cours des prochaines années.

[7] https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC3984004/; http://content.healthaffairs.org/content/35/5/856.abstract?sid=fd96f17d-72c6-43b6-8b7d-de1f4d5c1365;
[8] http://www.aidsmap.com/page/2949285/